



digital.union@sonapresse.com

L'actu du web

Par I.M.B.

HEXAGONE : 14 % DES FRANÇAIS "PAUVRES"...



Photo: DR

Neuf millions environ de la population française métropolitaine se trouve en situation de "privation matérielle et sociale", a alerté l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) dans une enquête publiée le 20 juillet 2023.

DES MILLIONS D'IRANIENS CONTRE LA PROFANATION DU CORAN EN SUISSE



Photo: DR

Des millions d'Iraniens sont descendus dans les rues du pays après la prière d'hier, vendredi, pour exprimer leur ferme condamnation de la récente profanation du Coran en Suède, le deuxième incident de ce type en moins d'un mois, a rapporté Press TV Français, la télévision d'Etat iranienne en ligne, sur VKontakte, Facebook.

LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE APPELLE À FONDER LES ETATS-UNIS D'EUROPE



Photo: DR

L'Europe ne pourra jouer un rôle égal aux autres puissances sur la scène internationale que si elle devient une fédération, a expliqué le ministre tchèque des Affaires européennes Martin Dvořák (photo) à Eurac TIV, République tchèque, lors d'un entretien. " Je sais que [cette idée] n'est pas du tout populaire. Je pense qu'une Fédération européenne ou des États-Unis d'Europe placeraient l'Europe dans une position qui lui permettrait d'être un partenaire véritablement égal dans le jeu entre la Chine et l'Amérique, ou la Russie et l'Inde", a-t-il poursuivi. Il n'en fallait pas plus pour soulever le courroux des défenseurs de la souveraineté des Etats. Président d'un parti politique, Nicolas Dupont-Aignan ne décolère pas sur VKontakte : "Il faut absolument mettre fin à cette UE dévastatrice".

LE BUZZ DE LA SEMAINE

Guerre de tranchées pour un mémorandum

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

LA modification de la loi électorale, à quelques jours des élections générales, continue de susciter des tensions entre majorité et opposition ainsi qu'entre supporters des deux camps. Peu de temps après le coup d'éclat des leaders de l'opposition au Sénat, le Premier ministre Alain-Claude Bilie-By-Nze avait assuré que son gouvernement avait répondu à une attente de ce camp.

"Accusé par certains candidats aux élections générales prochaines d'avoir changé les règles du jeu alors que le processus électoral est en cours, le gouvernement, par l'entremise de son chef, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a assuré samedi 15 juillet que les changements apportés au Code électoral sont une demande de l'opposition elle-même", écrivait Gabon Review.

Surtout que tout est contenu dans "le mémorandum de mai 2022 signé par plusieurs leaders politiques, dont les anciens ministres Alexandre Barro Chambrier et Paulette Missambo", souligne Média 241. Une affirmation reprise



Le modèle de bulletin unique de vote, proposé par l'opposition.

par Michel Stéphane Bonda, président du Centre gabonais des élections (CGE). Une manière de montrer que l'opposition fait preuve de mauvaise foi.

Sauf que beaucoup d'internautes et de journaux en ligne, comme Gabon Média Time, estiment que les pouvoirs publics et le président du CGE proposent un beau "jeu de contorsionniste". Selon eux, Paulette Missambo ou Alexandre Barro Chambrier avaient suggéré " l'adoption d'un bulletin unique de vote sur lequel apparaissent tous les noms des candidats par ordre alphabétique", explique l'internaute Ondo.

"La suppression des enveloppes accolées devenait alors une conséquence de cette proposition vu qu'il n'y aurait plus de bulletins en reste à mettre dans la poubelle, quelle qu'elle soit.

Sur les groupes WhatsApp, un modèle de bulletin unique de vote que l'opposition comptait proposer à la concertation politique en remplacement de l'enveloppe accolée circule. Et il faut bien admettre qu'on est bien loin de la conclusion du gouvernement et du Centre gabonais des élections.

Humeurs

LE GABON AUX BRICS + : L'ÉTONNEMENT DES INTERNAUTES

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

ON le savait : de nombreux pays africains, dont le Nigeria, l'Égypte, l'Algérie, le Sénégal ont clairement formulé leur ambition d'appartenir aux BRICS +, dits BRICS élargi. Certaines de ces candidatures ont été suscitées par les poids lourds des BRICS+. C'est le cas de celle de l'Égypte, soutenue par la Russie, ou encore celle de l'Algérie dont les relations avec la Chine sont plutôt bonnes. Le président algérien Abdelmadjid Tebboune étant d'ailleurs en visite d'État en Chine.

Les internautes du Gabon ont

été plutôt surpris en découvrant dans GabonReview, l'intention du Gabon d'appartenir au club des Grands pays émergents. Le Gabon souhaite en effet rejoindre les BRICS, écrit le quotidien en ligne : " L'Argentine, l'Iran, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Cuba, la République démocratique du Congo, les Comores, le Gabon et le Kazakhstan ont tous exprimé leur intérêt pour la possibilité de devenir membre des BRICS qui comptent actuellement 5 membres : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ", a-t-il indiqué le 20 juillet 2023, dans la ville commerciale de Johannesburg. Perplexité des internautes ga-



Photo: DR

bonais qui se posent donc des questions. A-t-on seulement la capacité de jouer économiquement dans la cour des grands pays émergents ? Peut-on avoir des appétits plus gros que son ventre ?

Pour certains, si on a pu s'offrir une place au Commonwealth, c'est qu'on peut entrer aux

BRICS+ en août. Pour d'autres, aller aux BRICS+ en l'état, "c'est comme si on partait du Stade de la Nation de Belle-Vue pour jouer la Champion's League de l'économie mondiale".

" Attendons d'atteindre notre émergence en 2025 avant d'être membre du BRICS", a conseillé Alex Boumaya sur Twitter.